



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

120, route de la Tournerie
38110 SAINT-CLAIR-DE-LA-TOUR

Références : 2024 – Is062SS
Code AIOT : 0006103093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement PURFER implanté 120, route de la Tournerie 38110 SAINT-CLAIR-DE-LA-TOUR.

L'inspection a été annoncée le 12/03/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une campagne régionale coordonnée de contrôles des sites soumis aux régimes de l'autorisation ou de l'enregistrement sur le thème des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 120, route de la Tournerie 38110 SAINT-CLAIR-DE-LA-TOUR
- Code AIOT : 0006103093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site rue de la Tournerie à St-Clair-de-la-Tour est exploité depuis 1962 en tant que dépôt de déchets textiles, papiers et ferrailles. L'autorisation initiale a été délivrée à M. Henri GAUTHIER par arrêté préfectoral du 2 août 1962. Des prescriptions complémentaires ont été notifiées par la suite en 1975 et 1978 (AP n°75-4526 du 14 mai 1975 et AP n°78-1141 du 6 février 1978).

En 1990, la SA PURMET a déclaré le changement d'exploitant du dépôt de déchets textiles et papiers à la préfecture qui lui en a donné acte par courrier du 2 novembre 1990.

La société PURFER s'est par la suite substitué à la société PURMET, a abandonné l'activité de dépôt de déchets textiles et papiers et a poursuivi la récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux comme il a été constaté sur site lors d'un contrôle le 18 juin 1997.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
6	Respect des VLE & Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, articles 17 & 19 Arrêté Ministériel du 06/06/2018 (2718-D), article 5.3	Demande d'actions correctives Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative, Nomenclature ICPE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018	Sans objet
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Sans objet
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 06/02/1978, article 12 de l'annexe	Sans objet
4	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19	Sans objet
9	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue du présent contrôle, deux non-conformités ont été relevées avec demandes d'actions correctives et trois observations ont été émises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique n° 2713. Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 : La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² - (E) ; 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² - (D). Rubrique n°2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges - (A) ; 2. Autres cas - (DC). Rubrique n°2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage , à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² - (E)
Constats : Suite aux modifications apportées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 (création des rubriques déchets n°27xx), la société PURFER a notifié au préfet par courrier daté du 11 avril 2011 l'ensemble des activités du site et les capacités maximales de ses installations : <ul style="list-style-type: none">• 2712 : installations de traitement des véhicules hors d'usage - sans capacité précisée. L'activité n'a jamais été exercée sur site.• 2713 : capacité maximale de transit, tri, regroupement de déchets métalliques ferreux et non ferreux de 700 tonnes ;• 2714 : Capacité maximale de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de 100 m³ ;• 2718 : Capacité maximale de transit, tri, regroupement de déchets dangereux (batteries)

de 20 tonnes.

Le décret du 6 juin 2018 a modifié les différentes rubriques ci-avant citées et supprimé notamment certains régimes d'autorisation.

Au vu des capacités notifiées en 2011 et suite au contrôle sur site, l'inspection des installations classées constate les éléments suivants :

- l'activité de traitement des véhicules hors d'usage (rubrique n°2712) n'est pas exercée sur site. L'inspection des installations classées n'a pas connaissance d'un agrément qui aurait été délivré à la société PURFER antérieurement à la création de la rubrique n°2712. Aussi, **cette activité de traitement des véhicules hors d'usage ne bénéficie pas du droit à l'antériorité en vertu de l'article L.513-1 du code de l'environnement et n'est pas autorisée en l'état sur le site.**
- les surfaces dédiées au transit, tri et regroupement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux sont supérieures à 1 000 m² (superficie cadastrale du site de 5 144 m²) et relève donc désormais du régime de l'enregistrement avec le bénéfice des droits acquis (**rubrique n°2713 – régime de l'enregistrement**).
- les autres déchets non dangereux collectés sur site représentent un volume inférieur à 1 000 m³ (**rubrique n°2714 – régime de la déclaration**).
- le site collecte également dans un à deux bacs des batteries pour une capacité totale inférieure à 1 tonne. **Le site relève donc également du régime de la déclaration contrôlée (DC) au titre de la rubrique n°2718.**

L'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE s'applique donc au site de la rue de la Tournerie à St-Clair-de-la-Tour.

Par ailleurs, l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des ICPE s'applique pour la collecte des batteries.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de son intention de moderniser le site avec la délivrance par la mairie d'un certificat d'urbanisme opérationnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **L'inspection des installations classées précise à l'exploitant que le futur projet de modernisation de la plateforme de transit, tri, regroupement devra respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 y compris celles qui ne s'appliquent pas à des installations pré-existantes, à savoir les articles 6 (comportement au feu), 7 (accessibilité), 8 (désenfumage), 9 (système de détection incendie), 11 (rétentions et confinement des eaux d'extinction), 14 (collecte des effluents).**
- L'inspection des installations classées rappelle également que, conformément au II de

l'article R.512-46-23 du code de l'environnement, « **toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage [...] doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation** ».

Si le préfet estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, il invite alors l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée :

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Nota : Ne s'applique pas pour les installations existantes avant le 06/06/2018.

Constats :

Le site est constitué d'un bungalow aménagé pour les bureaux et locaux vie, d'un pont bascule, de deux hangars qui abritent les métaux non ferreux et les batteries et de cases de transit, tri, regroupement des différents déchets de métaux ferreux, ferrailles, etc...

Seule une partie des cases de stockage se trouvent sur une dalle béton, l'exploitant y entrepose les différents déchets métalliques les plus à mêmes d'entraîner des ruissellements d'éléments trace.

Les autres stockages sont à même le sol en terre.

L'inspection des installations classées constate que :

- les eaux pluviales de ruissellement s'infiltrent directement sur les parties non artificialisées et sont collectées pour les parties sur la dalle en béton par deux caniveaux, l'un qui contourne le hangar principal au fond du site et l'autre qui passe au milieu de la dalle béton. Ces caniveaux rejoignent un débourbeur/déshuileur puis le réseau passe par une cloison siphonide accessible par un regard dédié. Ce réseau déverse ensuite, après le traitement précédemment décrit, les eaux pluviales et de ruissellement au milieu naturel dans le canal Mouturier.
- les eaux pluviales non polluées (toitures des deux hangars) sont collectées par des gouttières. Pour le hangar principal en fond de site, la colonne de descente des eaux pluviales de toiture rejoint le réseau de collecte des eaux pluviales de la plateforme après

le déshuileur et la cloison siphonée. Pour le second hangar en entrée de site, les eaux pluviales collectées en toiture sont directement rejetées au milieu naturel dans un puits perdu au droit du bâtiment.

- les eaux usées des locaux administratifs et de vie sont collectées et reliées à une fosse septique au niveau de la bascule. Le service public de l'assainissement non collectif géré par le Syndicat du Val des Dauphinés intervient pour le contrôle de la fosse septique.
- les zones de circulation et de stationnement des véhicules demeurent sur des parties du site non artificialisées pour lesquelles les eaux pluviales s'infiltrant directement.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose d'un plan masse du site avec les différents réseaux et les différentes zones. Il a été établi en février 2020 et actualisé en octobre 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire figurer dans la prochaine actualisation du plan masse le regard du puits perdu des eaux pluviales du premier hangar en entrée de site.**
- L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le futur projet de modernisation de la plateforme de transit, tri, regroupement devra respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, dont les dispositions de l'article 14 ci-avant rappelées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/1978, article 12 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet – diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales et de parking devront se déverser après déshuilage dans le canal Mouturier. S'il existe des eaux usées, celles-ci devront être rejetées dans le réseau communal d'assainissement.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les eaux pluviales polluées sont traitées, puis rejetées au canal Mouturier.

Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate l'absence d'anomalies particulières au niveau du point de rejet dans le canal Mouturier (pas de mousse, pas d'irisation, pas d'odeurs, pas d'impact caractéristique sur la végétation...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les prélèvements sont réalisés juste en aval des dispositifs de traitement (déboureur/déshuileur puis cloison siphonée), et non au droit du rejet au canal (10 mètres plus en aval environ).

Le point de prélèvement actuel est accessible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

Constats :

L'inspection des installations classées constate le respect de la fréquence des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales du site.

L'inspection des installations classées a consulté les rapports établis en 2021, 2022 et 2023 (prélèvements respectivement datés du 04/10/2021, du 20/09/2022 et du 20/10/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE & Actions correctives en cas de dépassement

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, articles 17 & 19

Arrêté Ministériel du 06/06/2018 (2718-D), article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE & Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Art 17 et 19 AM 2713-E : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)	
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité

(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)

	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. [...]

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Art. 5.3 AM 2718-D : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent

les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

- pH : 5,5 - 8,5 ;
- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne annuelle quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté les rapports établis en 2021, 2022 et 2023 (prélèvements respectivement du 04/10/2021, du 20/09/2022 et du 20/10/2023).

L'inspection des installations classées constate que les paramètres physico-chimiques suivants sont analysés systématiquement :

- pH et température,
- MEST, DCO, DBO5,
- les concentrations en métaux suivants : aluminium (Al), cadmium (Cd), chrome (Cr) et chrome hexavalent (CrVI), cuivre (Cu), étain (Sn), fer (Fe), manganèse (Mn), mercure (Hg), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zi)
- ainsi que les indices hydrocarbures totaux.

Les analyses sont complètes par rapport aux effluents susceptibles d'être rejetés et dont le suivi est prescrit par les arrêtés ministériels du 6 juin 2018 respectivement pour les rubriques n°2713-E et n°2718-DC. L'indice phénol n'est en revanche pas analysé.

L'inspection des installations classées constate que l'ensemble des résultats des analyses sont conformes pour les prélèvements de 2021 et de 2022.

En revanche, les analyses de 2023 démontrent la présence de métaux et d'hydrocarbures dans les eaux rejetées, dans des proportions légèrement au-dessous ou proches des valeurs limites d'émissions (VLE) :

- Somme des concentrations des métaux = 20 mg/l, supérieure à la VLE de 15 mg/l mais inférieure au double de la VLE (30 mg/l) à considérer en cas de prélèvement instantané. Le prélèvement a été réalisé sur une durée de 2 heures et doit être considéré comme instantané. Le flux est estimé supérieur à 100 g/j, la VLE est applicable.
- des concentrations de :
 - 5,9 mg/l d'aluminium (pas de VLE),
 - 12 mg/l de fer (pas de VLE),
 - 0,36 mg/l de cuivre (supérieure au double de la VLE de 0,15 mg/l non applicable et présentée ici à titre indicatif car le flux demeure inférieur à 5 g/j),
 - 0,52 mg/l de plomb (supérieure au double de la VLE de 0,1 mg/l non applicable et présentée ici à titre indicatif car le flux reste inférieur à 5 g/j),
 - 0,85 mg/l de zinc (inférieure au double de la VLE de 0,8 mg/l non applicable et présentée à titre indicatif car le flux demeure inférieur à 20 g/j) ;
- une concentration de matières en suspension totales de 240 mg/l (supérieure au double de

la VLE de 100 mg/l pour un prélèvement instantané) ;

- un indice hydrocarbures d'une concentration de 9,5 mg/l, proche de la VLE de 10 mg/l mais inférieure à 20 mg/l à considérer pour un prélèvement instantané.

Une non-conformité par rapport aux VLE est constatée pour les analyses 2023 pour les matières en suspension totales.

L'inspection des installations classées constate que, dès réception des analyses 2023 (rapport du cabinet A.T.EAU daté et remis le 11 décembre 2023), l'exploitant a fait procéder à la vidange et au curage du séparateur d'hydrocarbures début 2024 et commandé des contre-analyses.

L'inspection des installations classées a consulté le bordereau d'évacuation des déchets suite au curage du séparateur le 22 janvier 2024. Les prélèvements sur les eaux rejetées ont ensuite été effectués le 22 février 2024.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet le rapport des contre-analyses.

Le prélèvement a été effectué le 22 février 2024 lors d'une pluie de 7 mm sur une durée de six heures. Le débit mesuré était de 0,12 m³/h.

Ces contre-analyses de 2024 démontrent la persistance de métaux et d'hydrocarbures dans les eaux rejetées, dans des proportions légèrement au-dessous, proches voire au-dessus des valeurs limites d'émissions (VLE) :

- Somme des concentrations des métaux = 33,537 mg/l, supérieure au double de la VLE (30 mg/l) à considérer en cas de prélèvement instantané. Le prélèvement a été réalisé sur une durée de 6 heures et doit être considéré comme instantané. La VLE est néanmoins non applicable et présentée ici à titre indicatif car le flux reste inférieur à 100 g/j mais est au demeurant très proche pour ce prélèvement (estimé à 96,6 g/j),
- des concentrations (en augmentation) de :
 - 10 mg/l d'aluminium (pas de VLE),
 - 20 mg/l de fer (pas de VLE),
 - 0,41 mg/l de cuivre (supérieure au double de la VLE de 0,15 mg/l non applicable et présentée ici à titre indicatif car le flux demeure inférieur à 5 g/j),
 - 0,71 mg/l de plomb (supérieure au double de la VLE de 0,1 mg/l non applicable et présentée ici à titre indicatif car le flux reste inférieur à 5 g/j),
 - 1,8 mg/l de zinc (inférieure au double de la VLE de 0,8 mg/l non applicable et présentée à titre indicatif car le flux demeure inférieur à 20 g/j) ;
- une concentration de matières en suspension totales de 450 mg/l (supérieure au double de la VLE de 100 mg/l pour un prélèvement instantané) ;
- un indice hydrocarbures d'une concentration de 19 mg/l, proche du double de la VLE de 10 mg/l à considérer pour un prélèvement instantané.

L'inspection des installations classées constate que la non-conformité relative au dépassement des VLE pour la concentration de matières en suspension totale persiste lors des contre-analyses 2024.

L'ensemble des paramètres sur les métaux et hydrocarbures sont par ailleurs en augmentation et se rapprochent des valeurs limites d'émission applicables, malgré l'entretien réalisé un mois auparavant sur le dispositif de traitement des eaux.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :**
 - **d'ajouter l'analyse de l'indice phénols lors des prochains prélèvements,**

<ul style="list-style-type: none"> ➤ de faire réaliser deux analyses par an des eaux rejetées au canal Mouturier ➤ et de lui transmettre les rapports. <p>➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'augmenter la fréquence d'entretien du séparateur d'hydrocarbures et de la cloison siphonide et de la porter à un rythme trimestriel (4x/an).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que jusqu'en 2022, les prélèvements étaient réalisés en interne par le chef de chantier et qu'il n'y avait pas de mesure de débit de rejet. En 2023, le prélèvement et la rédaction du rapport sont réalisés par le cabinet A.T.EAU. Le débit a été mesuré lors des prélèvements à 0,65 m³/h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'en 2023, l'exploitant a changé sa méthode de prélèvement ainsi que le laboratoire auquel les analyses sont confiées.</p> <p>Jusqu'en 2022, les prélèvements étaient réalisés en interne par le chef de chantier. Il n'y avait pas de mesure de débit de rejet. Les analyses étaient confiées au laboratoire EUROFINs Hydrologie Sud, laboratoire qui disposait bien d'un agrément COFRAC, mais pas pour l'ensemble des paramètres à analyser (uniquement pH, MEST, DCO, DBO).</p>

En 2023, le prélèvement et la rédaction du rapport sont réalisés par le cabinet A.T.EAU. Le débit est dorénavant mesuré lors des prélèvements. Les analyses sont désormais confiées au laboratoire ABIOLAB-ASPOSAN.

L'inspection des installations classées consulte la liste des agréments actuellement valides pour ABIOLAB-ASPOSAN (jusqu'au 27/02/2026). Tous les paramètres à analyser figurent dans la liste des agréments délivrés à ABIOLAB-ASPOSAN, excepté la concentration en cuivre et ses composés (Cu - code SANDRE 1392) et celle en zinc et ses composés (Zn - code SANDRE 1383).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents

Prescription contrôlée :

Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées que l'entretien (curage/vidange) du séparateur d'hydrocarbures est réalisé deux fois par an par la société Assainissement Rhône Isère ARI.

L'inspection des installations classées consulte les bordereaux d'évacuation établis en 2022 et 2023 ainsi que le dernier le 22 janvier 2024.

Les boues sont évacuées auprès de l'installation spécialisée SIRA à Chasse-sur-Rhône.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'augmenter la fréquence d'entretien du séparateur d'hydrocarbures et de la cloison siphonide et de la porter à un rythme trimestriel (4x/an).**

Type de suites proposées : Sans suite